



ACCORD VERT POUR LA SERBIE

POUR LA SERBIE, ENSEMBLE

La situation politique, économique et sociale de la Serbie requiert la mobilisation urgente de toutes les organisations politiques, mouvements et citoyens qui souhaitent une vie digne. C'est le moment de défendre **ensemble** la démocratie. Le moment est venu d'affronter les divisions sociales croissantes, les inégalités et les discours de haine qui ont occupé notre espace public. Les fondements de base de notre survie ont été ébranlés et les perspectives de l'homme ordinaire sont menacées. C'est pourquoi le moment est venu de lutter **ensemble** pour la justice sociale, le respect des droits humains et la préservation de notre environnement naturel. Les citoyens ont perdu confiance dans les partis politiques, les institutions, mais aussi l'espoir d'un changement. Notre tâche est de les convaincre que le changement est possible et qu'ensemble nous pouvons nous opposer à l'autoritarisme, au populisme et à l'injustice.

En rassemblant un large front - autour d'une plateforme citoyenne ouverte aux partis politiques, mouvements civiques et écologistes, associations, syndicats et particuliers, nous créerons un soutien à des citoyens aujourd'hui livrés à eux-mêmes, et se présenterons **ensemble** devant des électeurs porteurs d'un intérêt économique et programme de développement social pour tous. La politique ne peut pas dépendre de la volonté ou de la miséricorde d'un homme ou d'un parti. C'est pourquoi nous voulons créer un nouvel environnement politique dans lequel le principe de solidarité et de responsabilité envers l'intérêt public et envers les citoyens vaincra le modèle dominant des intérêts partisans, particuliers et égoïstes qui ont violé les fondements d'une société démocratique saine.



TROIS POINTS : NOTRE ENGAGEMENT STRATÉGIQUE

- 1. DE NOUVEAUX VISAGES DANS LA POLITIQUE** - La Serbie a besoin d'une nouvelle énergie et de nouvelles personnes, sans les fardeaux du passé, qui ne sont pas responsables des opportunités manquées.
- 2. LA SERBIE À L'OUEST** - Un pilier de la politique étrangère. Il n'y a pas de Serbie forte si elle n'est pas organisée sur les mêmes principes que la démocratie occidentale. Le respect des droits et libertés humains, civils et politiques est le fondement d'États forts. C'est une condition préalable au progrès économique. De nouveaux investissements, des emplois nettement mieux rémunérés, des recettes budgétaires accrues, de grandes améliorations dans l'éducation et la santé ne sont possibles que si notre pays devient différent. Le partenariat avec l'Union européenne et les États-Unis est un moyen naturel d'atteindre cet objectif stratégique.
- 3. RÉSOUDRE LES QUESTIONS DU KOSOVO ET DE LA METOHIJA DÈS QUE POSSIBLE** - le temps ne fonctionne pas pour la Serbie. Les trente dernières années ont été des décennies d'occasions manquées. Il n'y a aucune perspective ni aucun signe qu'au cours des cinq ou dix prochaines années, la Serbie sera en meilleure position pour résoudre ce problème. L'intérêt de l'État et l'intérêt de chaque citoyen et famille est de trouver une solution. Nous demandons à être impliqués dans ce processus.



NOS BUTS

1. Une meilleure qualité de vie pour les personnes ayant une responsabilité environnementale envers les générations présentes et futures;
2. Réduire tous les types d'inégalités: sociales, économiques, juridiques, territoriales et les inégalités d'accès aux services et biens publics;
3. Réalisation d'un développement décentralisé et orienté vers le local;
4. Renforcement de l'indépendance énergétique et agricole et de la durabilité de la Serbie;
5. Réduire l'empreinte environnementale et éliminer les combustibles fossiles;
6. Améliorer l'éducation et la science, la création culturelle et artistique contemporaine en soutenant la recherche, l'innovation et la liberté d'expression;
7. Encourager la démocratie économique, réduire les formes de travail précaire et renforcer le pouvoir de négociation des travailleurs par une réglementation de qualité dans le domaine des relations de travail et de l'organisation syndicale;
8. Définir les priorités de développement dans des processus démocratiques ouverts avec les citoyens;
9. Renforcement des leviers clés de l'État-providence : éducation, services sociaux, santé et culture;
10. Modernisation des infrastructures publiques et défense des biens et services publics contre la privatisation et la déréglementation ;
11. Réformer l'État-providence existant selon les principes d'universalité, d'émancipation, d'égalité avec une référence particulière à l'égalité des sexes;
12. Assurer l'égalité des sexes dans toutes les sphères de la vie, prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique;
13. Supporter le féminisme en politique à travers le principe d'équilibre dans la prise en charge des tâches et des responsabilités, une plus grande

participation des femmes à la contribution à la démocratie à travers une communication et une action non-violentes;

14. Protection des droits et libertés fondamentaux de toute personne indépendamment de l'origine, de la nationalité, de la religion, de la race, de l'affiliation politique, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, de l'expression de genre et d'autres caractéristiques;
15. Créer un système fiscal juste et progressif, tout en respectant les possibilités réelles des citoyens;
16. Renforcer et restaurer la confiance dans les institutions qui garantiront l'égalité de tous les citoyens devant la loi et permettront la prévisibilité du système juridique;
17. Lutter contre le clientélisme et la corruption, qui ont soustrait l'État et la société au domaine de l'intérêt public depuis le début des années 1990 et les ont placés au service d'intérêts privés;
18. Organisation de l'appareil administratif en service public, qui s'appuie sur les besoins des citoyens;
19. Mettre en œuvre une véritable décentralisation, y compris les gouvernements locaux et la province autonome de Voïvodine, pour leur fournir des ressources pour un développement orienté localement;
20. Créer une administration ouverte et transparente, avec des instruments développés de contrôle civique et d'autres formes de participation des citoyens à la prise de décision;
21. Renforcer les institutions démocratiques et promouvoir des formes de démocratie représentative et directe;



LA POLITIQUE VERTE ET LA SERBIE AU XXIE SIÈCLE

Notre programme est basé sur une vision du développement de la Serbie basée sur des politiques vertes. **Nos politiques économiques et sociales sont tournées vers l'avenir dans le but de créer une société juste, verte, solidaire et prospère.**

Les idées de développement durable, économique, environnementale et sociale sont aujourd'hui reconnues dans le monde développé comme la seule solution pour notre maintien et pour un avenir sûr pour toutes les générations. Nous serons les porte-parole de ces mêmes idées. **Notre "Accord vert pour la Serbie" s'appuie sur la voie empruntée par l'Union européenne à travers l'"Accord vert européen".** C'est un virage vers une économie verte, qui permettra la **création de nouveaux emplois**, fondé sur les **investissements durable économique mettant en avant les énergies recyclables et l'économie circulaire dans le but de créer une valeur réel et long-terme pour l'économie.** Une telle économie peut fournir les conditions d'une justice sociale et générationnelle, et d'une démocratie qui implique les citoyens dans la prise de décision, plutôt que de les utiliser comme écran pour créer des élites politiques séparées. L'économie verte repose sur le respect de l'État de droit et le respect de la diversité dans la société. C'est une réponse pragmatique aux besoins de la société. Aujourd'hui, les valeurs européennes ont pris une forme encore plus concrète. Ce sont les valeurs qui conduisent l'humanité vers le développement durable, un environnement sain et la qualité de vie quotidienne des citoyens. Grâce à sa position géographique et à ses ressources naturelles, **la Serbie a encore une chance de devenir un État développé et moderne, d'assurer un avenir sûr à ses citoyens, à condition qu'elle s'engage immédiatement dans une transformation verte historique.** La politique de développement proposée aujourd'hui par le gouvernement de Serbie est dépassée, basée sur des technologies anciennes et destructives pour l'environnement. La réduction des espaces verts pour le bienfait de la construction de bâtiments et centre commerciaux, qui développe l'industrie de l'immobilier à court terme, mais détruit nos perspectives à long terme. Nous voulons rejoindre les tendances de développement modernes. Notre désir est basé sur une économie verte et circulaire. Ce modèle économique repose sur l'utilisation rationnelle et durable des sources d'énergie, d'eau et de nourriture. Elle permet également la création d'emplois nouveaux et de qualité.

Notre survie est liée à l'**exploitation des sources d'énergie, d'eau et de nourriture** limitées. Nous devons les utiliser **de manière plus rationnelle et efficace**. L'économie serbe est actuellement basée sur l'hyper production qui dépasse les ressources mis à disposition par la nature, l'utilisation à très court terme avec une valeur à court-terme et la création d'énormes déchets générés par ces produits sans un modèle de recyclage et de tri qui pourrait réinjecter de la valeur dans l'économie et freiner l'utilisation des ressources naturelles. C'est pourquoi **la Serbie** doit se joindre aux efforts européens qui conduisent au **remplacement de ce modèle économique par une économie circulaire durable qui utilise au maximum les ressources renouvelables et préserve les ressources non renouvelables**. La Serbie, à l'image de l'UE, doit **investir dans les sources d'énergie renouvelables, améliorer le recyclage et**

interdire les pesticides nocifs. Au lieu de dépenser plus de ressources en continu, nous devons dépenser plus intelligemment et avec plus de modération. Nous souhaitons que les produits durent plus longtemps et facilitent leur réparation en augmentant la durée des garanties pour lutter contre l'obsolescence programmée. Il faut empêcher les entreprises de jeter des aliments comestibles comme déchets. **Les plastiques non recyclables doivent être taxés ou interdits**, tout en développant des alternatives durables et des objectifs de recyclage et de réutilisation. Nous nous engageons pour des restrictions strictes sur les importations de déchets et l'introduction **d'une taxe sur l'extraction des matières premières**. Nous investirons dans les sources d'énergie renouvelables. Nous améliorons le système de recyclage du pays. Nous interdirons les produits chimiques dangereux et les pesticides nocifs. Nous favorisons des restrictions strictes à l'importation de déchets et à l'instauration d'une taxe sur l'extraction des matières premières. Nous introduirons des règles spéciales pour la gestion des déchets d'emballages, des emballages en verre, des déchets alimentaires et la résolution des problèmes d'eaux usées. Nous introduirons un système spécial de redevances dans le domaine de l'environnement - **des amendes et taxes pour pollution environnementale dans le domaine des transports et de l'énergie.**

La Serbie, en tant que signataire de l'Accord de Paris, doit respecter sa part de responsabilité. Nous avons besoin d'une nouvelle stratégie, de nouvelles normes et mesures qui compenseront le long retard en termes de protection de l'environnement et qui permettront d'investir dans l'industrie verte. Les citoyens veulent de l'air pur, ce qui nécessite toute une série de mesures, et surtout la réduction de la pollution industrielle et l'investissement public actuellement dirigée vers ce type d'investissement.

Action climatique et croissance économique ne s'excluent pas mutuellement. Au contraire. Investir dans les nouvelles technologies vertes crée de nouveaux emplois, encourage l'innovation et permet un avenir sûr. Les nouvelles technologies vertes auront un avantage en Serbie et les pollueurs seront obligés de réparer tous les dommages qu'ils causent à l'environnement.

Afin d'atteindre les objectifs climatiques, la Serbie doit se rapprocher des objectifs qui conduisent à l'élimination des combustibles fossiles. L'utilisation des énergies fossiles n'a pas d'avenir, et même aujourd'hui elle pose des problèmes majeurs pour notre santé. Il est important pour nous que le processus de remplacement de la Serbie commence le plus tôt possible, et notre première tâche sera de réduire et d'éliminer progressivement l'exploitation et l'utilisation du lignite, charbon à faible teneur en calories.

L'efficacité énergétique, les économies d'énergie, l'introduction d'énergies propres doivent devenir notre première priorité. Dans ce contexte, nous voulons aborder le problème de la précarité énergétique. Le passage aux énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire, réduira la pollution, créera des emplois durable et permettra aux citoyens de jouer un rôle plus actif dans un environnement plus sain.

Nous mettrons en place un système d'évaluation et de suivi précis des émissions de gaz nocifs. Nous introduirons également une taxe spéciale sur les gaz nocifs. En même temps, l'État doit faire une analyse précise des coûts et un plan d'action qui comprend une séquence d'étapes vers l'abolition de l'exploitation du charbon. Les citoyens doivent être correctement informés de l'état de l'environnement naturel et participer à la prise de décision en matière de protection de l'environnement. Nous introduirons des mécanismes pour une mesure constante, opportune et transparente des concentrations de tous les polluants dans l'air, l'eau et le sol. En fonction des besoins, nous appliquerons des mesures concrètes qui assureront l'évaluation par les citoyens et la responsabilité des pollueurs.

Nous soutiendrons les investissements publics et les subventions dans le logement social, abordable et économique en énergie. Nous réorienterons les subventions agricoles vers une agriculture durable. Une meilleure protection des consommateurs est également nécessaire, ce qui implique d'informer correctement les gens sur ce que contiennent leurs aliments, d'où ils viennent et comment ils sont produits.



LES CITOYENS AU CENTRE DE LA PRISE DE DÉCISION POLITIQUE

Au cœur des politiques vertes démocratiques se trouve **la participation directe des citoyens**. Nous nous battons pour la réalisation de notre programme à travers une nouvelle politique. Une politique qui ouvre la porte au cercle le plus large de citoyens et de candidats et qui restaure la confiance dans les processus politiques et les institutions démocratiques **à travers une transparence des affaires gouvernementales historique et une inclusion citoyenne historique dans les décisions**.

Notre programme est basé sur la **primaute du droit et le respect authentique des droits de l'homme**. Défendre l'état de droit, le principe de séparation des pouvoirs et la lutte contre les dirigeants autoritaires et les contrevérités populistes est notre priorité et nous devons être ensemble pour cela. Les droits de l'opposition, c'est-à-dire des minorités politiques, doivent être garantis. **Les droits de toutes les minorités doivent être garantis et toute discrimination fortement empêchée**.

Nous avons besoin d'un changement dans l'environnement politique dominant. Une nouvelle culture politique, qui ne repose pas sur la volonté et la miséricorde des puissants mais sur le droit et la justice. Nous voulons soutenir les organisations de la société civile, les médias indépendants, les journalistes d'investigation avec des mesures de soutien et les laisser indépendants dans leur travail. La démocratie ne peut fonctionner que si elle est soutenue par **la liberté d'expression et des médias indépendants**. Nous voulons accroître le soutien au journalisme d'investigation et défendre les journalistes sous pression. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons protéger les militants, les journalistes et les lanceurs d'alerte qui découvrent des informations importantes dans l'intérêt public. **Nous voulons une démocratie vivante à tous les niveaux : du local au régional et national**. Nous devons nous défendre contre la violence, le chantage et l'influence indue sur la volonté de l'électorat, répandant la désinformation et incitant à la haine. Nous nous battons pour cela par tous les moyens démocratiques, des institutions aux protestations civiles.

Par conséquent, nous devons **appliquer le principe constitutionnel de séparation des pouvoirs**, qui implique une Assemblée nationale forte, un gouvernement responsable devant les citoyens et un pouvoir judiciaire indépendant dans le but d'optimiser le taches administratives quotidiennes des citoyens, d'accélérer les procédures juridiques de conviction et rendre un pouvoir et un champ d'opération indépendant à toutes les institutions.

Par conséquent, à l'instar de certains pays qui ont réussi à faire face à ce problème, nous sommes favorables à l'introduction d'élections antérieures (*Primaries*). Un véritable changement n'est possible que si **nous rétablissons la confiance des citoyens dans le fait que leur vote signifie quelque chose, que leur droit constitutionnel de voter et d'être élu est réel et qu'il reste la seule possibilité pour les citoyens d'influencer les décisions politiques**. Avec les élections précédentes ou pré-électorales, nous faisons une alternative visible à la structure de gouvernement basée sur le pouvoir d'un seul homme.

Nous voulons choisir librement et honnêtement qui mènera le combat contre ce gouvernement. Les élections partielles ravivent la scène politique démocratique, ouvrent un espace pour de nouvelles idées, pour des représentants politiques non corrompus, mobilisent des militants et des gardes-boîtes, et permettent une véritable compétition politique. Les pré-élections sont aussi une garantie supplémentaire que nos représentants politiques auront une plus grande responsabilité envers ceux qui les ont élus.

A travers les élections précédentes (Primaries), nous ouvrons l'espace pour la réforme du système politique qui, avec le changement des lois électorales, permettra - **l'élection directe des représentants** du peuple au **parlement** et **l'élection directe du maire**. Nous sommes favorables à un changement de système électoral. Nous voulons que les politiciens soient responsables devant les citoyens, pas devant la direction du parti. La Serbie aura plus de circonscriptions et lors des élections législatives, les électeurs voteront selon le système proportionnel préférentiel, ce qui implique la possibilité d'arrondir n'importe quel candidat sur les listes des partis. Lors des élections locales, les maires seront élus directement.

Nous voulons que nos représentants politiques soient ceux qui s'engageront dans la mise en œuvre de « l'Accord vert pour la Serbie » pour le bienfaits des citoyens, de l'économie, du pays et de la région.

La Serbie a besoin d'un réseau de tribunaux viable sur le plan organisationnel, qui offrira aux citoyens un droit constitutionnel d'accès aux tribunaux. Une réforme organisationnelle est également nécessaire afin de résoudre les arriérés d'affaires anciennes et nouvelles, conformément au droit des citoyens à un procès dans un délai raisonnable. Les titulaires des deux autres branches du gouvernement, et en particulier l'exécutif et le politique, doivent adhérer à l'obligation légale de maintenir la confiance dans l'indépendance et l'impartialité des juges et des tribunaux à travers leurs actions et leur comportement. D'une importance particulière est la réforme fondamentale du ministère public, qui doit abandonner l'ancien modèle soviétique d'organisation dans lequel pratiquement un seul procureur - le procureur public - est un organe véritablement indépendant. Pour que le ministère public remplisse son rôle prévu par la Constitution et la loi, qui poursuit les auteurs d'infractions pénales et autres infractions pénales et prend des mesures pour protéger la constitutionnalité et la légalité, il doit, en termes institutionnels et opérationnels, exercer le degré de contrôle indépendant nécessaire sur le travail de la police. À cette fin, il est nécessaire d'examiner sérieusement le modèle, qui a été adopté par de nombreux pays, selon lequel une unité spéciale de police est établie, qui est sous le contrôle direct du ministère public. **Le travail du ministère public doit être aussi transparent que possible, car il existe un devoir et un intérêt légitime des citoyens à être informé des mesures les plus significatives prises dans la poursuite pénale de certaines personnes.** Dans le cadre de la réforme, il est notamment nécessaire d'examiner dans quelle mesure le modèle d'organisation existant du parquet contre le crime organisé et des services spéciaux chargés de lutter contre la corruption, a été efficace pour atteindre les objectifs juridiques proclamés de lutte contre les crimes graves. **Il est nécessaire de garantir l'intégrité, la fonctionnalité et l'indépendance de la Cour constitutionnelle de la République de Serbie.**

Dans les villes et les communes, nous introduirons le principe de prise de décision citoyenne directe sur les projets les plus importants pour les citoyens et leurs communautés locales. Les grands projets de construction ne peuvent être réalisés qu'après des consultations appropriées avec les communautés locales dans lesquelles ces projets sont planifiés. Les citoyens, en tant que contribuables, ont le droit de disposer de l'argent du budget en choisissant ce qui sera ensuite créé et développé à partir de ces revenus. Les citoyens doivent être informés des stratégies d'urbanisme, de développement rural, d'investissement dans les infrastructures. Personne ne peut nous priver de notre droit à la protection des habitats naturels et de notre patrimoine culturel et naturel.



DES MEILLEURES CONDITIONS DE VIE: UN PILIER DE LA JUSTICE SOCIALE

La crise financière, les politiques d'austérité et les effets de la pandémie de COVID-19 ont laissé des millions de personnes dans la pauvreté dans le monde. En Serbie, plus de deux millions de citoyens vivent en danger de pauvreté ou d'exclusion sociale, et environ un demi-million dans la pauvreté absolue parce qu'ils n'ont pas d'argent même pour les besoins existentiels. La lutte contre la pauvreté et la lutte contre les inégalités doivent être la pierre angulaire de toutes les politiques économiques et sociales. Le développement économique et social est impossible, ce qui entraîne une augmentation de la pauvreté et une détérioration des services publics. **Personne ne doit être négligé, marginalisé ou oublié. La mesure du développement d'une société se mesure à travers son attitude envers ses membres les plus vulnérables.**

Chacun devrait avoir droit à un revenu décent et à des services publics de base. Nous devons réformer le système économique pour que chacun ait le droit de travailler dans la dignité. De nouveaux emplois verts dirigeront des milliards vers l'investissement durable et l'innovation. **En coopération avec les syndicats, nous voulons fournir le salaire minimum nécessaire aux besoins de subsistance de base.**

Les droits sociaux fondamentaux tels que l'accès aux soins de santé, au logement et à l'éducation d'une manière inclusive et sans favoritisme sont notre priorité. **Une égalité sans favoritisme.**

Dans le domaine des droits du travail, nous voulons **une Serbie où les jeunes n'ont plus à choisir entre le chômage et l'émigration, où les femmes ne sont pas discriminées au travail et où les propriétaires de petites entreprises ne souffrent pas d'une concurrence fiscale déloyale ou de la pression du parti au pouvoir et de la corruption.** Un système et un financement pour la reconversion, l'apprentissage tout au long de la vie et la création d'emplois doivent être développés, assurant la sécurité sociale et réduisant l'insécurité fiscale quotidienne des citoyens. Nous soutenons le droit des travailleurs à participer à la négociation collective, au dialogue social et à influencer leur position de travail de manière organisée, par le biais des syndicats. Nous lutterons contre toutes les formes d'exploitation du travail et de travail forcé.

Nous insisterons sur le renforcement de l'inspection du travail et des garanties de résolution de la santé et de la sécurité au travail dans notre législation. Il faut réguler les nouvelles formes de travail, les horaires flexibles, le travail sur les plateformes internationales, le télétravail.

Nous fournirons un salaire minimum qui couvrira les besoins existentiels de base.

Selon les données officielles, un citoyen serbe devrait vivre 5 ans moins longtemps qu'un citoyen de l'Union européenne. Nous devons avant tout protéger la santé de nos concitoyens en luttant contre la

pollution de l'air et de l'eau et en stoppant les déchets plastiques. Il y a une augmentation significative des maladies causées par la dégradation de l'environnement et les modes de vie malsains. Les produits chimiques, les hormones, les nitrates ou les microplastiques présents dans notre chaîne alimentaire représentent un danger pour notre santé. La destruction des habitats naturels affecte également la propagation de nouvelles maladies et pandémies.

L'assurance maladie universelle, réduisant les inégalités d'accès aux services de santé et aux médicaments, est un objectif civilisationnel. La nouvelle politique de santé devrait se concentrer sur la prévention des maladies physiques et mentales, et pas seulement sur leur traitement. Elle doit aussi reposer sur l'offre d'un nombre suffisant de médecins par population actuellement en déclin.

Les soins de santé primaires et le médecin choisi doivent être la base du système de santé.

Les citoyens devraient satisfaire la plupart de leurs besoins de santé avec le médecin choisi en soins de santé primaires. Les citoyens devraient avoir le droit de choisir librement un médecin dans le domaine des soins de santé primaires, qu'ils exercent dans le secteur public ou privé.

Les médecins exerçant en cabinet privé devraient avoir le droit d'émettre des instructions et des ordonnances, ainsi que des médecins sélectionnés dans les établissements publics. Les médecins spécialistes des hôpitaux devraient effectuer une partie de leurs examens dans les centres de santé, afin de réduire la « marche » inutile des patients d'un établissement à l'autre. Le Fond d'Assurance de la Santé République doit permettre la réalisation de diagnostics et de traitements spécialisés en pratique privée pour tous les services de santé que les institutions étatiques ne peuvent pas fournir. La planification des examens et des traitements par un spécialiste, ainsi que le suivi du patient doivent être effectués par le médecin choisi, et non par les citoyens eux-mêmes. Le traitement de tous les citoyens devrait être effectué dans les meilleurs centres spécialisés pour certains domaines de la médecine, et non pas pour que tout le monde fasse tout. Les établissements de santé devraient être classés publiquement en fonction des résultats de leur travail et de leur réussite afin que les citoyens aient un aperçu et la possibilité de choisir la meilleure institution et les meilleurs médecins. **La santé publique doit être libérée de l'influence de la politique et des partis grâce à la sélection publique des professionnels les plus capables de gérer le système de santé.** Les meilleurs médecins devraient faire leur travail et des gestionnaires compétents devraient gérer les établissements de santé.



L'ÉDUCATION ET LA CULTURE: AU CENTRE DES ACHATS PUBLIQUES

L'éducation est une condition préalable à la réalisation de toutes les politiques de développement et de progrès économique et social. Sans des citoyens éduqués, informés, dotés des compétences nécessaires pour améliorer leur vie, comprendre le monde et s'impliquer dans les processus politiques, aucun progrès n'est possible. **Investir dans l'éducation est l'investissement le plus important pour l'avenir. Par conséquent, nous augmenterons le budget à 7 % car le financement de la recherche scientifique indépendante et de l'innovation est notre priorité.**

L'enseignement primaire et secondaire doit être gratuit et accessible à tous. L'enseignement supérieur doit être accessible à tous et adapté aux nouveaux défis et à la compétitivité du marché du travail mondial. L'éducation moderne devrait permettre aux individus de développer les compétences nécessaires dans l'économie verte de l'information et leur permettre de faire face et de répondre aux changements rapides dans tous les segments de la vie. Tout le monde devrait avoir la possibilité d'apprendre tout au long de la vie et de changer de carrière. Nous fournirons un système d'apprentissage tout au long de la vie pour permettre à nos employés de s'adapter plus facilement et plus rapidement aux nouvelles conditions de travail, en offrant des emplois de qualité.

La Serbie moderne ne peut pas être construite sans des politiques basées sur des faits, des connaissances et des sciences. Nous souhaitons **augmenter** significativement **le financement de la recherche indépendante et de l'innovation pour répondre aux grands défis et aller de pair avec le monde développé.** Par conséquent, nous encouragerons la coopération avec les centres universitaires, scientifiques et de recherche internationaux, permettre l'échange d'étudiants et de scientifiques, **en collaborant avec l'Union européenne.**

Au niveau de base, nous voulons établir un système d'éducation qui produira un étudiant alphabétisé fonctionnel qui est capable de penser de manière critique, qui est éduqué pour être compétent et compétitif à l'avenir, ainsi qu'un participant actif à la vie sociale de la communauté, éduqué dans la transparence démocratique et conscient de ses droits et pouvoir en tant que citoyen. Les changements que nous prônons sont : la poursuite de la réforme de l'enseignement par problèmes et par projets ; réduction du nombre d'élèves par classe, tests nationaux des élèves afin de surveiller et d'évaluer en permanence les résultats des élèves ; investissements dans les écoles existantes; modernisation des équipements - tout le monde doit avoir des ordinateurs et Internet, des bourses pour les meilleurs étudiants.

L'éducation repose sur un éducateur motivé, valorisé et reconnu dans la communauté. Cela comprend : de meilleurs salaires ; les échelons de rémunération et la possibilité d'avancement qui seront évalués à travers le salaire de l'éducateur ; évaluation du travail des enseignants par rapport aux résultats des élèves (tests nationaux); reconnaissances publiques pour les réalisations dans le travail (avec l'existence de critères clairs); changements dans la formation

universitaire du personnel enseignant (la faculté des enseignants devient également la faculté d'enseignement) - modifications des programmes d'études; réglementation systématique d'une procédure légale claire et sélection dans l'emploi des éducateurs (tests d'emploi; changer le concept de passer l'examen d'État et d'obtenir une licence). **Nous garantirons l'autonomie de l'Université, arrêterons toute influence politique et la participation des responsables politiques à la gestion de l'Université.**

Le droit de participer à la vie culturelle est un droit humain fondamental. Ce n'est pas seulement un domaine d'activité pour les artistes et les salariés de la culture, mais c'est un investissement dans la culture, un investissement à long terme dans des citoyens indépendants et satisfaits. Par conséquent, nous **augmenterons** les **allocations budgétaires pour la culture à 2 %.** L'accès aux contenus culturels est source de créativité, de compréhension, de tolérance et de sentiment d'appartenance et de bien-être. C'est aussi une catégorie économique car c'est aussi une industrie qui emploie des personnes et crée de la nouvelle valeur. Nous sommes attachés à l'application cohérente des conventions culturelles internationales qui garantissent la diversité culturelle, la liberté artistique et la protection de notre patrimoine culturel, qui, comme la nature, est indissociable de nous et de notre existence.

La liberté d'expression artistique est inviolable. Nous fournirons des fonds pour des projets d'infrastructure verte dans le domaine de la culture, ainsi que pour les coûts des programmes. Nos institutions ne sont pas seulement des bâtiments dans lesquels les artistes passent leurs heures de travail, mais surtout ce sont des espaces de créativité. Nous trouverons des installations industrielles ou militaires abandonnées et ouvrirons de nouveaux espaces de création pour les artistes, pour les jeunes et pour tous ceux qui ont besoin d'espace pour créer, jouer, penser, parler. Nous fournirons des fonds pour soutenir les industries créatives, les événements privés et les initiatives à but lucratif grâce à des fonds spéciaux pour le développement du tourisme et de l'entrepreneuriat. Seul le programme artistique qui se déroule dans le cadre de ces événements pourra continuer à concourir dans le cadre du concours annuel de projets en culture. Nous porterons une attention particulière aux artistes indépendants et à la scène indépendante, principalement en fournissant leur position sociale, leur espace et leurs moyens de travail. Nous financerons des programmes d'éducation culturelle et un soutien aux jeunes talents, car les habitudes culturelles se créent dès le plus jeune âge. Nous soutiendrons des projets innovants qui associent art, architecture et construction écologique dans le cadre du développement durable des villes du 21e siècle. Nous assurerons la participation de la profession et des citoyens à la prise de décision sur les projets d'infrastructures et autres interventions dans l'espace public. Nous sommes attachés à la dépolitisation de la culture, notamment dans la sélection des cadres. Les concours pour le leadership dans les institutions culturelles seront ouverts à tous les artistes de Serbie dans toutes les institutions de Serbie.

Préparer la société pour une nouvelle ère signifie investir dans les technologies numériques, l'éducation technologique et médiatique pour toutes les générations et l'accès à Internet pour tous, y compris les régions les plus sous-développées de la Serbie.



Nous croyons au pouvoir des gens de se respecter les uns les autres, quels que soient leurs points de vue, leurs origines, leur sexe ou leur orientation sexuelle. Malgré le discours dominant qui nous est imposé, nous savons qu'il y a encore beaucoup plus qui nous relie que ce qui nous sépare. Nous ne serons pas d'accord pour dire que la diversité doit être considérée comme de l'hostilité. Nous devons lutter pour l'égalité des droits pour tous et un véritable combat contre toutes les discriminations.

En rassemblant le front le plus large dédié à ces idées, nous voulons devenir l'alternative dont les citoyens de Serbie ont besoin aujourd'hui. Nous serons une barrière à ceux qui transforment toute critique bien intentionnée des défaillances objectives du fonctionnement des institutions démocratiques, de la corruption qui a pénétré tous les pores de la société et des partis politiques, en un retrait anti-européen, extrême et xénophobe fondé sur l'ignorance des liens économiques, stratégiques et historiques de l'Union européenne et de la Serbie. Malgré tous les obstacles et déceptions, nous considérons toujours le projet européen comme la réalisation historique la plus importante de notre temps, et nous continuerons à nous battre pour que la Serbie fasse partie de l'Union européenne.

L'avenir est vert.

Nous appelons tous les citoyens à nous soutenir dans ce combat pour un avenir meilleur.

